



Depuis plusieurs jours, la pénurie de carburant fait rage dans les grandes villes du Cameroun. Bidons en mains, les images des automobilistes massés devant les stations-service deviennent virales. C'est la 2^e fois en 7 mois que le pays traverse une pareille situation de quoi alimenter le discours sur une éventuelle flambée des prix. « Telle que la situation est en train d'aller nous savons déjà qu'à tout moment on va nous annoncer que le prix du carburant a augmenté », reconnaît un automobiliste.

La crainte entretenue par le commun des Camerounais est tout à fait légitime. Même si le gouvernement refuse de se prononcer, le Président de la République a, dans son adresse à la nation le 31 décembre dernier, souligné l'hypothèse d'un « réajustement des prix des produits pétroliers » pour « préserver nos équilibres budgétaires et poursuivre sereinement la mise en œuvre de notre politique de développement ». Paul Biya avait au préalable mis en avant les efforts de son gouvernement qui, en 2022 a débloqué une grosse enveloppe de 775 milliards de FCFA pour soutenir les prix à la pompe, y compris ceux du gaz naturel.

Pressé par le FMI

Suivant le discours du président de la République, l'enveloppe des subventions devrait être réduite voire supprimée ce qui va appeler le consommateur à supporter les coûts supplémentaires. Une pilule qui pourrait être difficile à avaler pour les ménages déjà pris en

tenaille par des conditions de vie rendues âpres par une hausse généralisée des prix sur le marché.

Yaoundé veut bien se passer de cette situation mais le FMI avec qui le pays est sous-programme n'est pas de cet avis. À l'issue de la seconde revue des accords au titre de la facilité élargie de crédit et du mécanisme élargi de crédit, l'institution de financement multilatérale alertait sur les risques liés aux subventions de carburant.

« L'augmentation du coût des subventions est compensée par la réduction d'autres dépenses, notamment celles consacrées aux projets d'investissement. Le coût élevé des subventions aux carburants serait difficile à maintenir dans le cadre des projections actuelles des prix internationaux du pétrole », indiquait le Fonds qui avait alors appelé le gouvernement à y mettre un terme.

Depuis le 5 janvier dernier, une délégation de l'institution de Bretton Woods séjourne au Cameroun et pourrait davantage faire pression sur Yaoundé. Selon les données du ministre du Commerce, le prix du litre de super (650 Fcfa) du gasoil (600 Fcfa) et du pétrole lampant (350 Fcfa) passeraient respectivement à 1016 Fcfa, 1027 Fcfa et 849 Fcfa. Pour le moment, rien n'indique que cette suppression sera totale mais quoi qu'il en soit, elle occasionnera à coup sûr une hausse des prix des denrées alimentaires et rendra plus chétif et rachitique le panier de la ménagère.

« La suppression progressive des subventions aux carburants devrait s'accompagner d'un renforcement substantiel du mécanisme de transfert social en espèces », indiquait le FMI en juillet dernier. Le mécanisme de transfert social en espèces encore appelé projet filets sociaux, consiste à allouer aux populations vulnérables, des sommes liquides afin de leur permettre de faire face aux affres de la conjoncture.

Eco Matin
